

*Sous-amendement de M. Depreux (Détermination des cas où le vote personnel devient obligatoire); conventions intéressant la sécurité sociale* [26 juillet 1955] (p. 4255). — Son rapport sur une pétition [27 juillet 1955] (p. 4386). — Prend part à la discussion en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'administration des organismes de sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Amendement de M. Boutbien tendant à supprimer l'article 2 (Conditions d'éligibilité aux fonctions d'administrateur)* [4 août 1955] (p. 4590); *Amendement de M. Boutbien tendant à supprimer l'article 3 (Liste des candidats)* (p. 4590); de ce projet de loi en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant* [5 août 1955] (p. 4676). — Est entendue sur la fixation de l'ordre du jour : *Texte relatif à la prorogation du mandat des administrateurs des organismes de la sécurité sociale* [4 août 1955] (p. 4598). — Ses rapports sur des pétitions [26 octobre 1955] (p. 5323). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (limitation des débits de boissons) : *Son article additionnel (Fermeture hebdomadaire des débits de boissons)* [8 novembre 1955] (p. 5529); — du projet de loi instituant un Fonds national de la vieillesse : *Ses explications de vote : plafond des ressources* [16 novembre 1955] (p. 5762, 5763); — du rapport concernant le règlement des comptes de l'Assemblée Nationale pour 1953 : *Les communistes et l'indemnité parlementaire* [22 novembre 1955] (p. 5890). — Ses rapports sur des pétitions [23 novembre 1955] (p. 5960, 5961).

**LEFÈVRE (M. Raymond)**, Député des Ardennes (I. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est élu Secrétaire de la Commission de la reconstruction des dommages de guerre et du logement [12 mai 1955] (**F. n° 529**). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

### Dépôt :

Le 22 juillet 1955, une proposition de loi tendant à admettre, sous certaines conditions, les victimes civiles de guerre au bénéfice de la loi du 2 janvier 1932 portant statut des grands mutilés dans la Légion d'honneur, n° 11295.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat B, Chap. 60-51 : *Prêts aux organismes d'habitations à loyer modéré (Habitat rural à moderniser)* [23 janvier 1953] (p. 201, 202). — Dépose une demande d'interpellation sur les accidents mortels qui se sont produits dans le département des Ardennes au cours de l'année 1953 provoqués par le passage en rase-motte d'avions à réaction [5 décembre 1953] (p. 6074). — Prend part à la discussion : du projet de loi établissant un plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre, Art. 18 : *Son amendement relatif au calcul de la pension des ascendants* [5 décembre 1953] (p. 6089); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Art. 8 : *Propriétaires spoliés des Ardennes* [26 janvier 1955] (p. 285); — du projet de loi relatif à l'organisation de la défense nationale; *Convocation des agriculteurs réservistes* [23 juin 1955] (p. 3274); — d'une proposition de loi sur la législation sur les dommages de guerre, Art. 10 : *Son amendement (Possibilité pour les agriculteurs d'acquiescer des dommages en vue de les investir dans la modernisation de leur exploitation; cas des Ardennes)* [26 juillet 1955] (p. 4298).

**LEFRANC (M. Jean)**, Député du Pas-de-Calais [2<sup>e</sup> circonscription] (A. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) (1), [30 juin 1953] (**F. n° 272**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

(1) Démissionnaire le 18 juin 1953 (F. n° 267).

**Dépôts :**

Le 19 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 283 du Code général des impôts, **n° 2724**. — Le 26 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à passer avec les organismes de crédits cités en l'article 47 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, sur les dommages de guerre, une convention permettant aux propriétaires d'immeubles sinistrés à usage principal de commerce et d'industrie, de se faire consentir des prêts, à concurrence du montant de l'abattement pour vétusté et de la partie différée du paiement (articles 4 et 15 de la loi du 28 octobre 1946), **n° 2822**. — Le 31 octobre 1952, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à indemniser les commerçants, industriels ou artisans de la perte de leur droit au bail des immeubles ou locaux dans lesquels ils exploitaient leurs fonds, lorsque ces immeubles ou locaux ont été détruits par suite de faits de guerre, **n° 4583**. — Le 28 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire par décret le taux de cotisation de sécurité sociale payé par les bénéficiaires éventuels des prestations en application des dispositions de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 étendant le bénéfice de la Sécurité sociale aux grands invalides de guerre et orphelins de guerre, et en application du décret n° 51-318 du 28 février 1951 portant règlement d'administration publique et pris pour l'application de ladite loi, **n° 4903**. — Le 4 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 *bis* de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée par la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 sur le statut du fermage, **n° 4944**. — Le 4 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 relative aux tribunaux paritaires compétents pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme, **n° 4945**. — Le 15 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi (n° 3398) relatif aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France ; 2° de la proposition de loi (n° 3198) de M. Bouvier O'Cottureau et plusieurs de ses collègues relative aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France,

**n° 5095**. — Le 18 février 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 5563) de M. Maurice Viollette et plusieurs de ses collègues portant amnistie en faveur des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies, **n° 5588**. — Le 20 février 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 5617) du Conseil de la République sur la proposition de loi portant amnistie en faveur des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies, **n° 5618**. — Le 6 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi (n° 3398) relatif aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France ; 2° la proposition de loi (n° 3198) de M. Bouvier-O'Cottureau et plusieurs de ses collègues relative aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France, **n° 5801**. — Le 17 mars 1953, un avis supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 920) de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à indemniser les commerçants, industriels ou artisans de la perte de leur droit au bail des immeubles ou locaux dans lesquels ils exploitaient leur fonds, lorsque ces immeubles ou locaux ont été détruits par suite de faits de guerre, **n° 5893**. — Le 9 juillet 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 832 du Code civil sur la constitution du bien de famille, **n° 6473**. — Le 21 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à : 1° introduire la langue auxiliaire « Espéranto » dans les programmes d'enseignement public ; 2° proposer cette langue tant à l'O.N.U. qu'à l'Assemblée consultative européenne, comme langue de communication universelle, **n° 6553**. — Le 21 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 *bis* de la loi du 15 avril 1829, modifié par la loi du 12 juillet 1941 et la loi n° 49-737 du 7 juin 1949 concernant la pêche à la ligne, **n° 6555**. — Le 18 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour : 1° assurer le synchronisme indispensable entre les droits de base des planteurs de betteraves inscrits en l'article 6 du décret n° 53-801 du 4 septembre 1953, et les droits de production des distilleries non-annexées aux sucreries, inscrits à l'article 2

du même décret ; 2° à assurer la protection des jeunes cultivateurs non titulaires de droits de base définis en l'article 6, n° 7199. — Le 10 décembre 1953, une proposition de loi tendant à la création d'une procédure de référé en matière de pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, au moyen de l'adjonction d'un article L. 82 *bis* au Code des pensions, n° 7428. — Le 10 décembre 1953, une proposition de loi visant à la suppression du sixième alinéa de l'article L 3 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, et à son remplacement par un texte excluant toute présomption d'invalidité pour les incorporés, qui, reconnus atteints d'une prédisposition, ont été maintenus en service, n° 7429. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à instituer au profit des producteurs de blé, des propriétaires exploitant eux-mêmes, ou à mi-fruit, des fermiers et métayers élevant bovins et porcins, la pratique de l'échange blé contre son destiné à l'alimentation de leurs animaux, n° 7661. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à remettre en vigueur, mais seulement en ce qui concerne les fonds de commerce, les dispositions du décret-loi du 1<sup>er</sup> juillet 1939, ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en revision du prix de leur loyer, lorsque, par le jeu d'une clause d'échelle mobile, ce prix se trouve modifié de plus d'un quart, n° 7679. — Le 16 février 1954, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 29 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 validant, dans les conditions prévues à l'article 41 de la loi de finances n° 53-79 du 7 février 1953, les textes et les décisions d'application de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse et notamment les décisions relatives au régime complémentaire, le tout visant les personnes non salariées, et notamment les médecins, n° 7773. — Le 23 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret du 22 septembre 1953, lui-même modifié par le décret du 30 septembre 1953 relatif à la location-gérance de fonds de commerce n° 7847. — Le 25 février 1954, une proposition de loi tendant à la modification des articles premier et 35 de la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale en vue d'assurer notamment la conservation du droit de pêche à l'Etat et l'exercice de celui-ci par les pêcheurs, lors du déclassement des voies

navigables et flottables, n° 7903. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 7679) de M. Lefranc tendant à remettre en vigueur, mais seulement en ce qui concerne les fonds de commerce, les dispositions du décret-loi du 1<sup>er</sup> juillet 1939 ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en revision du prix de leur loyer, lorsque, par le jeu d'une clause d'échelle mobile, ce prix se trouve modifié de plus d'un quart, n° 8230. — Le 7 mai 1954, une proposition de loi relative à la cession des exploitations agricoles, n° 8422. — Le 30 juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier et compléter l'article premier de la loi du 3 février 1940 réglementant le commerce des produits destinés à l'alimentation du bétail, n° 8771. — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe C de l'article premier de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954 portant réforme fiscale, n° 8887. — Le 22 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder, avec une diligence accrue, et par priorité, à la liquidation des droits à pension des veuves des militaires tués en Indochine, et des droits des militaires rapatriés blessés ou malades, n° 8946. — Le 26 août 1954, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 34 de la loi n° 54-364 du 2 avril 1954, autorisant la fabrication de cartouches de chasse par le service des poudres, n° 9196. — Le 26 août 1954, une proposition de loi tendant à l'application de la règle du non-cumul des peines en matière de contravention par modification de l'article 351 du Code d'instruction criminelle, n° 9207. — Le 26 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 8916) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1365) tendant à remettre en vigueur, en ce qui concerne les baux à loyer portant sur un fonds de commerce, le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1939 ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en revision du prix de leur loyer lorsque, par le jeu d'une clause d'échelle mobile, il se trouve modifié de plus d'un quart, n° 9213. — Le 26 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 4328) modifiant la loi du 17 novembre 1941 relative au service

des Comptes courants et chèques postaux et la loi n° 49-1093 du 2 août 1949 relative à la publicité des protêts, n° 9214. — Le 16 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter l'arrêté ministériel du 13 mars 1953 relatif à l'organisation du marché de la ferraille, n° 9473. — Le 16 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier et compléter le décret n° 54-244 du 6 mars 1954 fixant les conditions dans lesquelles les propriétaires peuvent bénéficier du taux réduit du prélèvement sur leurs loyers, n° 9474. — Le 19 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 4328) modifiant la loi du 17 novembre 1941 relative au service des Comptes courants et chèques postaux et la loi n° 49-1093 du 2 août 1949 relative à la publicité des protêts, n° 9516. — Le 30 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le rang de préfet au secrétaire général des départements les plus importants, y compris le Pas-de-Calais, n° 9604. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1954, une proposition de loi tendant à régler les rapports entre bailleurs et locataires pour le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou locaux à usage des artisans non commerçants, n° 9616. — Le 24 janvier 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 23 de la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, et à organiser une indemnisation équitable, au cas de réquisition d'usage de terres labourables ou de pâturages, n° 9968. — Le 24 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la date des périodes d'exercice imposées aux militaires des réserves et à les situer en dehors des temps consacrés habituellement aux moissons, n° 10800. — Le 21 juin 1955, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 4328) modifiant la loi du 17 novembre 1941 relative au service des Comptes courants et chèques postaux et la loi n° 49-1093 du 2 août 1949 relative à la publicité des protêts, n° 10953. — Le 7 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1<sup>er</sup> juillet 1956 le délai de forclusion fixé par l'arrêté ministériel du 25 novembre 1954, article

premier, au 1<sup>er</sup> juillet 1955, en application de l'article 19, premier alinéa, de la loi du 28 octobre 1946, modifié par le décret n° 54-958 du 14 septembre 1954 relatif à la reconstruction immobilière, n° 11141. — Le 20 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier et compléter le décret n° 54-767 du 20 juillet 1954 sur les conditions d'aptitude aux fonctions de greffier titulaire de charge, n° 11256. — Le 20 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier et compléter l'article 2 du décret n° 55-469 du 30 avril 1955, portant réforme de l'impôt sur les spectacles, n° 11259. — Le 22 juillet 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 416 du Code d'instruction criminelle, en fixant le délai pendant lequel peut être introduit le pourvoi en cassation contre les arrêts rendus par les cours d'appel, les jugements des tribunaux de première instance et des tribunaux de simple police, en matière correctionnelle, n° 11289. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à obliger tout conducteur ou propriétaire d'un véhicule automobile, circulant sur le sol, à contracter une assurance garantissant les risques d'accidents causés aux tiers et tendant à immobiliser, au profit des victimes, le patrimoine des conducteurs ou propriétaires non assurés, des mêmes véhicules, ayant causé un accident, n° 11496. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 238 du Code civil, en portant de vingt à quarante jours le délai pour assigner en matière de divorce et de séparation de corps, n° 11555. — Le 7 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer le bénéfice de la franchise postale à tous les militaires actuellement stationnés en Afrique du Nord, n° 11566. — Le 7 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'harmonisation équitable des diverses mesures prises en application du décret du 24 août 1955 portant rappel sous les drapeaux des hommes des classes de mobilisation 1952/4 et 1953/1, n° 11567. — Le 26 octobre 1955, une proposition de loi tendant à la création d'un fonds de garantie en matière de chasse, n° 11731. — Le 26 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier et compléter les dispositions de l'article 2 de la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive (libération conditionnelle, patronage,

réhabilitation), n° 11732. — Le 26 octobre 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 35 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945, portant organisation de la sécurité sociale, n° 11733.

### Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies, en qualité de *Rapporteur* [18 février 1953] (p. 4111, 4112) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Chausson tendant à n'amnistier que les délits commis au cours d'une action accomplie par l'unité tout entière* (p. 4128) ; *Amendement de M. Muller tendant à ne pas amnistier ceux qui ont eu une participation personnelle au crime* (p. 4128) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [20 février 1953] (p. 4253) ; du projet de loi relatif au séquestre des biens, droits et intérêts sarrois, en qualité de *Rapporteur* [17 mars 1953] (p. 4929) ; Art. 5 : *Amendement de M. Massot tendant à maintenir la validité de toutes les opérations du séquestre* (p. 4935) ; Art. 6 : *Sous-amendement de M. Rosenblatt tendant à subordonner la mise en vigueur de la loi à l'application de mesures semblables au profit des ressortissants français (Impossibilité de mesures de réciprocité)* (p. 4936) ; Art. 7 : *Amendement de M. Bouvier O'Clotereau tendant à exempter certains propriétaires de brevets d'invention du versement des annuités prévues* (p. 4937) ; — du projet de loi relatif aux dispositions diverses d'ordre financier : *Article additionnel de M. Godin (Possibilité pour un contribuable de se faire assister d'un conseiller fiscal)* [29 juin 1954] (p. 3145) ; — d'une proposition de loi relative au supplément d'invalidité aux eucléés de guerre, Art. 2 : *Son amendement (Attribution du taux supplémentaire)* [30 juin 1954] (p. 3186, 3187) ; — d'une proposition de loi relative aux locaux commerciaux industriels ou artisanaux détruits par faits de guerre, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Indemnisation de certains locataires commerçants sinistrés mis dans l'impossibilité d'exercer tout droit au report de leur bail* [30 juin 1954] (p. 3188) ; Art. 2 : *Montant de l'indemnité lorsque le locataire refuse de se substituer au propriétaire pour racheter l'indemnité*

*et pour reconstituer le bien* (p. 3191). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de la manifestation paysanne de Lille [4 février 1955] (p. 706).

**LEGARET (M. Jean)**, *Député de la Seine (2<sup>e</sup> circonscription) (U. D. S. R.)*.

Son élection est validée [11 juillet 1952] (p. 3880). — Est nommé secrétaire de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1952] (**F. n° 206**). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [7 octobre 1952] (**F. n° 166**) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [25 novembre 1952] (**F. n° 190**) ; de la Commission de la défense nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

### Dépôts :

Le 12 décembre 1952, une proposition de loi relative à la réglementation des cercles privés organisés par les associations d'anciens combattants, d'anciens résistants, d'anciens prisonniers de guerre ou victimes de la guerre, n° 5066. — Le 17 décembre 1952, une proposition de loi relative à la démission des membres du Parlement, n° 5121. — Le 19 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter les articles 4934 et 4938 du Code général des impôts relatifs aux réclamations, n° 5614. — Le 17 mars 1953, une proposition de loi tendant à augmenter la retraite des vieux travailleurs, en assurer la jouissance à titre définitif et à en appliquer l'échelle mobile, n° 5906. — Le 20 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser de façon unitaire les services financiers concernant les retraites et les risques de la vieillesse et les services nécessaires à sa protection civile, sociale et morale, n° 5941. — Le 23 juin 1953, une proposition de loi tendant à abroger la loi du 5 septembre 1947 relative au régime électoral des élections municipales de Paris et des élections au Conseil général de la Seine, et à réta-